

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration**

**Séance du 14 novembre 2024**

**OBJET :**        **MARCHES PUBLICS – 1** – Protocole d'accord transactionnel avec la société Valgo suite à l'annulation du marché par le Tribunal administratif de Grenoble

Délibération n° **64**

Le quatorze novembre deux mille vingt-quatre à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice :                                **17**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés :                **15**

**Administrateurs présents : 13**

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, Mme BELAIR, M. CLAPPAZ, M. CATTIN, M. CORBET, Mme FAURE, M. LONGO, Mme MARDIROSSIAN, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL, M. TATIN.

**Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 2**

M. MOCELLIN à Mme BARDIN-RABATEL, M. QUEIROS à M. CORBET.

**Administrateurs absents et excusés : 2**

Mme CENATIEMPO, M. DESPESSE.

Monsieur Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

Le 25 novembre 2015, l'EPFL est devenu propriétaire d'un tènement immobilier, cadastré section EL n° 051, situé 6-8 Rue Eugène Sue sur la commune de Grenoble.

Ce tènement était destiné à la construction d'un groupe scolaire, par la Ville de Grenoble et par l'aménageur SAGES dont la livraison est intervenue pour la rentrée scolaire 2024.

Pour préparer ce foncier à sa destination future, différentes investigations environnementales ont été menées. Ainsi, il a pu être relevé que ce site a connu plusieurs exploitants avec diverses activités de type garage automobile ou encore entrepôts de stockages divers. Le dernier exploitant connu est la Société Point P qui a cédé le bien à l'EPFL du Dauphiné. Les études menées ont mis en évidence des pollutions en hydrocarbures et en solvants chlorés dans les sols.

En 2020, compte tenu des enjeux, l'EPFL du Dauphiné a missionné le bureau d'études ENVISOL et son sous-traitant l'Entreprise de travaux VALGO pour la réalisation d'un Plan de Conception des Travaux.

Afin de réaliser la dépollution de ce site, un appel à concurrence a été lancé. C'est le groupement VALGO/CONVERSO qui a été retenu pour l'exécution de ce marché de travaux de réhabilitation des sols, pour un total de 199 487,00 € HT. Ce marché d'une durée de 12 mois a été notifié le 12 mai 2021.

Le 21 mai 2021, un ordre de service pour le démarrage des travaux a été adressé aux entreprises retenues. Dans les jours qui ont suivi, ces entreprises ont découvert des déchets amiantés dans les sols. Pollution que l'EPFL ne pouvait pas connaître avant le lancement des travaux malgré les nombreux diagnostics réalisés. Les travaux de dépollution des sols ont donc été suspendus par ordre de service de l'EPFL dès le 14 juin. Un diagnostic amiante a alors été réalisé qui a conclu, le 6 juillet 2021, à la présence d'amiante en forte quantité.

Les équipes EPFL se sont trouvées alors face à une situation complexe mêlant un risque sanitaire pour le personnel sur place et pour les riverains du fait de la présence d'amiante et un problème technique particulièrement délicat. L'analyse de l'EPFL du Dauphiné était que la situation requérait des capacités d'interopérabilité concernant les moyens des intervenants.

De fait, seules quelques entreprises sont susceptibles de gérer cette situation, à savoir traiter des terres où se mélangent hydrocarbures et amiante. Ainsi, après avoir pris en compte le risque sanitaire qui obligeait à agir dans les plus brefs délais et la complexité technique de ce dossier, l'EPFL du Dauphiné a décidé de faire appel au département désamiantage du titulaire du marché de dépollution sans mise en concurrence, ni publicité préalable considérant qu'il s'agissait d'un avenant au marché initial prenant en compte des circonstances imprévues nécessitant d'agir dans l'urgence pour la sécurité sanitaire des personnes (travailleurs comme riverains).

Cette lettre de commande a été signée le 20 juillet 2021 par la Directrice financière, agissant par délégation du Directeur, pour un montant de 578 405 € HT. Pour cadrer juridiquement cette intervention de la société, un protocole d'accord a été négocié, rédigé, signé et exécuté pour réaliser les travaux de désamiantage et rémunérer l'entreprise VALGO.

Cependant, par un déféré du 16 décembre 2021, le Préfet de l'Isère a saisi le Tribunal Administratif de Grenoble, demandant l'annulation de cette modification du marché sans publicité ni mise en

concurrence préalable, attribué le 20 juillet 2021. Le Préfet soutenait que la lettre du 20 juillet 2021 ne peut être considérée comme un avenant au marché ou comme un marché négocié.

Par jugement en date du 21 juin 2024, le Tribunal Administratif de Grenoble a annulé le marché et l'ensemble des accords en découlant pour les motifs suivants :

- La présence d'amiante sous le sol n'était pas totalement imprévisible, car une conduite amiantée avait été découverte le 20 avril 2021 lors d'un diagnostic préalable ;
- Aucune urgence sanitaire n'imposait le traitement immédiat des terres, et des solutions alternatives, telles que le confinement du site, auraient pu être mises en place en attendant un nouvel appel d'offres ;
- D'autres entreprises auraient pu offrir des services comparables à ceux de VALGO ;
- Aucun cas ne justifiait une modification du marché en cours d'exécution sans consultation préalable.

Pourtant, le marché conclu avec l'EPFL a déjà été entièrement exécuté par son cocontractant VALGO.

Face à ce constat et soucieux de régler à l'amiable les modalités d'indemnisation liées à l'annulation du marché public de travaux déjà exécuté, il est proposé au conseil d'administration de valider les termes d'un protocole d'accord transactionnel à intervenir entre l'EPFL du Dauphiné et la société VALGO

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'EPFL du Dauphiné :

- Valide le protocole d'accord transactionnel portant indemnisation de la société VALGO tel que joint en annexe.
- Approuve le montant de l'indemnisation telle que prévue dans le protocole d'accord transactionnel pour un montant de 500 030,20 € HT soit 600 036,24 € TTC.
- Autorise le Directeur à signer le protocole d'accord transactionnel portant indemnisation de la société VALGO.

### **Conclusions : adoptées à l'unanimité**

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU